



FEVRIER 2008

Sarkozy et Darcos viennent de ressusciter « l'école de papa » avec son drapeau, sa Marseillaise, sa politesse et sa morale de soumission à la con, ses savoirs minimaux pour les enfants du peuple...

Pendant ce temps l'intersyndicale du 2nd degré s'est accordée à grand peine⁰ sur une nouvelle journée de grève « carrée » le 18 mars... pour le seul 2nd degré !

Autrement dit, tout se passe comme s'il n'y avait aucun problème à l'école primaire ! Seul le 2nd degré aurait de bonnes raisons de faire grève !

Pourtant, les attaques contre l'école primaire sont multiples et récurrentes. En sus des réjouissances de la « révo' culturelle » exposées ci-contre, citons pêle mèle :

- les EPEP,
- le fichage des enfants avec « base élèves »
- l'assouplissement de la carte scolaire,
- les maternelles en danger,
- la remise en cause de la laïcité, ...

Ajoutons enfin les suppressions de postes et de classes qui vont tomber juste après les élections municipales, histoire de ne pas influencer les parents électeurs.

Pourtant, dans le premier comme dans le second degré, les mêmes logiques de destruction de l'école publique sont à l'œuvre :

- gestion comptable à tous les étages,
- caporalisation des personnels,
- mise en concurrence de chacun-e contre tou-te-s,
- savoirs minimaux pour les enfants des classes populaires

Depuis sa création, Sud éducation n'a cessé de dénoncer le corporatisme et le saucissonnage des luttes qui en découle.

Alors que nul ne peut ignorer aujourd'hui que c'est tout le système

« Révo' culturelle » à l'école élémentaire

Les diverses déclarations de Darcos et de Sarkozy et la publication en novembre 2007 du Protocole de discussion entre le ministre et 2 syndicats du premier degré (la Fédération Sud-éducation a refusé d'y participer, et la CGT ne l'a pas signé) laissait déjà deviner l'ampleur du bouleversement du fonctionnement des écoles que ce soit pour les enseignants, pour les élèves et les contenus d'enseignement.

L'annonce hyper médiatisée de la suppression du samedi matin travaillé et la réduction du temps d'enseignement des élèves à 24h (au lieu de 26h) a occupé les esprits des enseignants du premier degré se demandant légitimement comment réaliser en 24h ce qu'il était déjà difficile de faire en 26h et comment ils seraient occupés sur ce temps « libéré » pour les élèves... Pendant que certains syndicats négociaient en toute opacité sur l'affectation des heures du samedi matin, les rumeurs allaient bon train alourdissant le climat des salles des maîtres.

Le 1^{er} février 2008, dans la logique du « travailler plus pour gagner plus » sous la forme d'heures sup défiscalisées, une note de service du ministre aux recteurs demande aux enseignants de proposer « un nouveau service » aux élèves en difficulté sous la forme de stage de remise à niveau et ceci dès ... les vacances de printemps !

Quelques jours après, un « relevé de conclusion commun pour la réutilisation des heures supprimées le samedi matin, pour l'aide aux élèves rencontrant des difficultés à l'école primaire » signé par le SE-UNSA et le SGEN-CFDT, (le SNUIPP réservant toujours sa signature tout en ayant participé aux discussions) « précise » la nouvelle répartition horaire.

Le volume horaire des enseignants est inchangé à 972h sur 36 semaines. Soit 864 h annuelles devant la classe (24h hebdomadaires) et 108h en dehors de ce temps de présence: 6h de conseils d'écoles (inchangé), 18h d'animations pédagogiques et de formation au lieu de 12h, 24h de travaux en équipes et relations avec les parents et 60 heures « consacrées à des actions directes auprès des élèves en difficulté » évalués à 15% de la totalité des élèves.

Malgré ce « saucissonnage » apparent, il y a toujours un flou complet puisque les 60h d'action « directe » sur les élèves dits en difficulté ne sont aucunement réparties officiellement : à ce jour, on ne sait toujours pas si elle seront sur une demi-journée à raison de 2h, le mercredi par exemple ou de 30 min par jour...

Tout dépendra des communes et des contraintes de ramassage scolaire, d'occupation des locaux...

Dernier acte, le 19 février, grand messe une nouvelle fois médiatisée où Darcos fait « tenir » les contenus d'enseignement dans 24h au lieu de 26h.

Les nouveaux horaires ainsi « proposés » à la « concertation » se répartiraient de la façon suivante : 10h en français en CP/CE1 puis 8h sur le cycle 3, 5h en mathématiques, 4h en EPS, 1h30 en langue vivante, un volume horaire supplémentaire en histoire de l'art...et un temps non défini pour « l'instruction civique et morale » !

Car l'une des trouvailles de la révolution conservatrice de Darcos, c'est le retour à la morale et à la patrie à coups de maximes écrites sur le tableau noir! Obéir, se soumettre, vouvoyer, se lever à l'écoute de l'hymne national !

Voilà ce que Darcos propose aux enseignants pour faire des élèves de futurs adultes fiers de travailler plus pour gagner plus sous la férule des patrons !

Et si les enseignants rechignent à mettre en œuvre ces dispositions ou s'ils ne font

éducatif de la maternelle à l'université qui est attaqué et démantelé, certaines organisations syndicales persistent à utiliser la soupape des grèves sectorielles d'un jour qui ont largement fait la preuve de leur totale inefficacité.

Ces simulacres de luttes ont pour seul objet de permettre à ces syndicats de services et de soumission sociale de sauver la face, de faire semblant d'exister et de peser en participant à des mascarades de négociations.

Ces singeries gesticulatoires permettent à ces organisations « qui se disent raisonnables et responsables » d'afficher le spectacle de la victoire à la moindre miette grattée. Mais, ce faisant, c'est le cœur même des réformes assassines qu'elles accompagnent et laissent filer.

Pour Sud éducation, il est

indispensable de faire converger les revendications et les luttes. C'est d'évidence une nécessité absolue si l'on veut se donner les moyens de pouvoir réellement gagner.

Sud Education, outil au service des luttes des personnels se doit de dénoncer les stratégies foireuses des bureaucraties syndicales qui s'appuient sur les justes revendications et exigences des personnels (qu'elles prétendent au demeurant défendre et incarner) pour mieux s'asseoir dessus (trahir !) une fois leurs fesses posées sur les strapontins des salons ministériels.

① Il faut reconnaître que les désaccords entre organisations sur les revendications, en particulier quant à la mise en place du Bac Pro 3 ans, dont le principe est accepté par certains syndicats, (Snetaa, SE-Unsa, Sgen-CFDT...) sont importants. Si importants, que ces organisations ne sont finalement pas signataires du communiqué d'appel à cette journée

pas « réussir » leurs élèves, les évaluations en fin de CE1 et de CM2 qui seront rendues publiques école par école permettront de traquer les incompetents et de les condamner à la relégation dans les stages de remise à niveau que les nouveaux inspecteurs recrutés organiseront pour eux.

La pédagogie dont Darcos et ses « experts » veulent se démarquer, c'est celle des programmes de 2002 qu'ils considèrent comme utopiste et animée d'un désastreux esprit de mai. C'est donc le retour au français (exit la maîtrise de la langue !), avec les leçons de grammaire, conjugaison (Ah, le retour tant attendu du plus-que-parfait !) le vocabulaire, l'écriture, et la tant regrettée...rédaction (au lieu de la production d'écrit) bien détachées de tout contexte textuel. En géographie, on se recentrera sur notre beau territoire et en histoire, chronologie et grandes dates de l'histoire de France seront à l'honneur. Il semble que les élèves de CM2 échapperont finalement à la volonté présidentielle d'honorer la mémoire d'un enfant déporté. De toutes façons, une fois ajouté le tout, il n'y a plus de temps disponible pour ces disciplines ainsi que pour les sciences.

En maths, règle de trois et techniques opératoires sont censés former enfin les bons esprits attendus au collège.

Cerise sur le gâteau, le ministre propose que ces nouveaux programmes soient discutés par tous les collègues au cours d'une journée banalisée. Cela permet de laisser penser que cette réforme se fera suite à un débat « démocratique » comme cela avait été soi disant le cas avec "le grand débat sur l'école". Qui serait assez candide pour croire que le ministre reverra sa copie si une majorité de collègues se prononçait contre ce programme de retour aux fondamentaux ?

Avec le chanoine Sarkozy

ENSEMBLE
TOUT
DEVIENT
POSSIBLE
MEME LE PIRE !

« [...] Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur [...] »
Discours du Latran Rome
20 décembre 2007

À bas la calotte !
Défendons l'école publique et laïque !

Joignez
UNVREZ-LA!
Re-joignez

éducation
Sud

La Fédération Sud-éducation :

- ❖ **dénonce à nouveau l'arnaque de la suppression du samedi matin** qui ne correspond qu'à une logique comptable de suppression de postes dans le secteur du RASED (aide aux enfants en difficulté) et les discussions engagées sur le dos des enseignants.
- ❖ **appelle les enseignants à refuser les stages de remise à niveau de nos élèves durant les vacances et la communication de leurs noms aux inspections académiques.** Nous continuons de dénoncer le recours aux heures supplémentaires défiscalisées qui mettent en péril l'ensemble de la protection sociale et les retraites.
- ❖ **demande aux enseignants en conseils des maîtres de faire remonter le refus de ces nouveaux programmes de caporalisation des élèves, de stigmatisation des « mauvais » éléments et de s'opposer aux modifications concernant les 108 heures.**

Nous continuons à revendiquer la réduction du temps de travail, des effectifs allégés, des moyens en postes et une école émancipatrice et formatrice d'un véritable esprit critique.